



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

**Conférence ministérielle
du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau**

Marseille, 13 mars 2012

**HENRI DE RAINCOURT
Ministre français chargé de la Coopération**

INTERVENTION D'OUVERTURE

Monsieur le Vice-Président,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les hauts représentants des
organisations internationales,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
Monsieur le Président du comité international du Forum de
l'eau,
Monsieur le Président du conseil mondial de l'eau,
Mesdames et Messieurs, chers participants au Forum
mondial de l'eau de Marseille,

C'est avec un très grand plaisir que j'ouvre cette session plénière de la conférence ministérielle du 6ème Forum mondial de l'eau, que la France a souhaité organiser ici, à Marseille, en partenariat avec les collectivités territoriales de Marseille, des Bouches du Rhône et de Provence Alpes Côte d'Azur et avec le



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

conseil mondial de l'eau. J'adresse tous mes remerciements à tous ceux qui ont rendu possible la tenue de ce Forum, et à vous tous qui êtes venus nombreux de toutes les régions du monde pour y participer.

Les défis de l'eau sont immenses, et c'est pourquoi nous avons voulu que ce Forum soit « le temps des solutions ». Plutôt que d'égrener les problèmes, je crois qu'il faut dégager des solutions à ces problèmes, prendre nos responsabilités pour nous engager à aller de l'avant, avec la conscience aiguë de l'urgence à agir. En effet, l'eau est indispensable à la vie. C'est un enjeu majeur pour le développement, pour la croissance et pour la paix.

Si vous êtes aussi nombreux à vous être déplacés pour représenter ici votre gouvernement, c'est que vous partagez comme moi cette conviction que les Etats ont un rôle essentiel à jouer pour relever ces défis, fixer des orientations, promouvoir de nouveaux instruments et donner à chacun des acteurs les moyens d'agir.

C'est dans cet esprit que la France, et plus particulièrement le Ministère des affaires étrangères et



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

européennes, qui a piloté ce processus ministériel, a souhaité un processus politique fort, où les gouvernements ont pu s'impliquer dans deux exercices complémentaires, qui convergent maintenant : les tables rondes de haut niveau, qui nous ont occupé ce matin, et l'élaboration de la déclaration ministérielle.

Dans l'esprit ouvert et participatif de ce Forum, ces deux exercices ont été conduits en associant les organisations internationales et des représentants de la société civile, des organisations non-gouvernementales du développement, de l'environnement et de l'humanitaire, du monde des affaires et des syndicats, de la jeunesse, des femmes et des peuples autochtones, mobilisés dans ce qui est une innovation de ce Forum, le processus « racines et citoyenneté ». Nous nous en réjouissons, car le dialogue multi-acteurs est une clé de la bonne gouvernance de l'eau, et les gouvernements doivent écouter les autres acteurs et leurs concitoyens.

Le processus politique a ensuite été nourri par les travaux conduits dans le cadre des processus thématiques et régionaux sur les priorités stratégiques et conditions de succès définies pour le Forum de Marseille. Les thèmes des tables rondes de



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

ce matin, ainsi que la déclaration ministérielle reflètent ainsi les principaux défis, solutions et engagements qui doivent mobiliser les gouvernements. Certains concernent plus particulièrement chacune des grandes régions du Forum, l'Afrique, les Amériques, l'Asie-Pacifique, l'Europe, les pays arabes et la Méditerranée, dans leurs spécificités géographiques, sociales et économiques. Les sessions régionales des prochains jours seront, de fait, complémentaires à cette conférence ministérielle.

La préparation du Forum a également permis de souligner les interactions entre les trois niveaux politiques que sont les gouvernements, les parlements et les autorités locales et régionales. A nouveau, la suite de la semaine sera importante pour structurer le cadre des solutions et des engagements pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'eau et d'assainissement : d'une part dans les « dialogues » régionaux associant ministres, parlementaires et autorités locales et régionales, sur des thèmes arrêtés par chaque région ; d'autre part lors de la conférence des autorités locales et régionales et de la conférence parlementaire.



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

Le Forum de Marseille doit apporter une contribution décisive à la conférence des Nations Unies sur le développement durable « Rio+20 » qui aura lieu du 20 au 22 juin 2012. Cette journée est à cet égard de la plus grande importance, car les thèmes que nous abordons aujourd'hui y seront également présents. Nous avons désormais la responsabilité qu'ils y soient entendus et pris en compte, pour que l'eau prenne toute sa place dans l'agenda politique international.

Des pays ou groupes de pays se sont portés volontaires pour traiter de thèmes particuliers dans le cadre des tables rondes. Je les en remercie, et j'attends avec intérêt que leurs rapporteurs partagent avec nous les solutions et engagements qu'ils proposent de porter. Pour la déclaration ministérielle, permettez-moi d'insister sur 3 points qui revêtent à mes yeux une importance particulière dans la perspective de « Rio+20 ».

1. Il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, mais il faut aller au-delà, car l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un droit pour tous. C'est ce que dit la déclaration ministérielle de Marseille, qui s'appuie sur la reconnaissance par les Nations



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

Unies du droit de l'homme à l'eau potable et l'assainissement. L'enjeu est donc désormais d'accélérer la mise en œuvre de ce droit sur le terrain. Car c'est bien un accès universel à l'eau potable et l'assainissement qu'il faut viser à terme. Cette ambition doit se traduire par une vision novatrice, plus large et intégrée de l'assainissement, pour la santé et le bien-être de tous.

2. L'eau doit être au cœur de l'économie verte dans un contexte de développement durable et d'éradication de la pauvreté. Dans cette perspective, les politiques d'eau, d'énergie et de sécurité alimentaire doivent être plus cohérentes, car ces secteurs sont en permanente interaction : il est impossible de nourrir le monde et de produire de la richesse sans se préoccuper de la préservation des ressources en eau, de leur qualité et de leur disponibilité pour les différents usages.

3. Il faut, enfin, penser à l'échéance d'après 2015 et avancer pour inscrire l'eau dans un cadre de gouvernance, de financement et de coopération en s'appuyant sur les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. Dès Rio, la communauté internationale aura à faire des propositions sur ce sujet, et nous pourrons valoriser



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

les solutions du Forum de Marseille. Je souhaite ajouter que l'année 2013, déclarée année internationale de la coopération pour l'eau, sera une excellente occasion pour renforcer toutes les formes de coopération pour l'eau et la gouvernance de l'eau. A cet égard, vous connaissez l'attachement de la France aux instruments internationaux se rapportant aux eaux transfrontalières.

Je vous remercie.